

Personne, à mon avis, ne peut, à bon droit, trouver à redire à une telle déclaration.

Nous disons que personne n'enlève quoi que ce soit à personne d'autre et, justement, le bill en est la garantie. Personne ne nie l'apport fourni par d'autres groupes au pays. Pour clarifier ce point davantage, nous, de ce côté-ci, avons proposé de modifier le bill légèrement. Un membre de notre parti a proposé un amendement qui aurait expliqué clairement—bien que cela le soit assez dans le texte actuel du bill—que personne n'a l'intention de nier la précieuse contribution qu'ont fait les autres groupes ethniques à la vie canadienne. Malheureusement, notre proposition a été rejetée. Mais nous croyons que le bill ne contribuera en aucune façon à enlever à ces gens les privilèges, droits et hommages auxquels ils ont pleinement droit.

Comme je l'ai dit tantôt, ce bill est malheureusement bien mal compris à travers le pays. Sauf le respect que je lui dois, j'ose croire que le responsable de cette situation est le premier ministre (M. Trudeau), dont l'échec complet de dialoguer personnellement avec le peuple canadien au sujet de cette mesure législative a en grande partie contribué à faire naître les malentendus actuels.

Le premier ministre voudrait faire retomber le blâme sur la presse. Mais je pense que la presse s'est fort bien acquittée de sa tâche en expliquant aux Canadiens les principes contenus dans le bill. Mais les Canadiens ne tenaient pas nécessairement à être informés par la presse, qu'ils lisent fort souvent avec quelque scepticisme. Il voulaient tenir ces informations de la bouche du premier ministre du Canada, l'homme qui s'était chargé de populariser les principes du bill sur les langues officielles. Je ne parviens absolument pas à comprendre pourquoi il n'a pas mieux réussi, car enfin, on ne trouve rien dans le bill dont il puisse avoir honte. Il peut se montrer fier de son principe directeur. Pourquoi alors n'a-t-il pas réussi à expliquer comme il faut le but de cette mesure au peuple canadien, ce qui aurait évité toute la confusion et les malentendus qui règnent à présent dans l'esprit des gens? Voilà qui me dépasse. Nous, de ce côté-ci, demeurons confondus par cette insouciance flagrante du premier ministre.

Nous savons que cette mesure l'intéresse. C'est, du moins, ce que je pense. C'est lui qui en a eu l'idée. Pourquoi ne l'a-t-il pas expliquée lui-même aux Canadiens? Il aurait pu faire beaucoup pour mettre fin au malaise

[M. McQuaid.]

ressenti dans certaines régions du pays où le bill a été mal interprété et incompris. Le premier ministre du Canada est directement responsable de cette situation. Il aurait pu contribuer puissamment à l'unité canadienne depuis quelques semaines en expliquant à nos concitoyens ce que signifie le bill à l'étude. Hélas, le premier ministre n'a pas suivi cette voie. En vérité, il nous semble que, par moments, le premier ministre préfère laisser aux partis de l'opposition le soin d'expliquer cette mesure gouvernementale. Voilà une situation fort étrange.

• (3.00 p.m.)

Bien trop de commentateurs, dans la presse et à la radio, ont conféré à ce bill un caractère ethnique, raciste même. Le projet de loi ne concerne pas la race, mais la langue; il faut le proclamer très haut. Ce bill porte sur deux grandes cultures linguistiques, sur une magnifique association de deux groupes, ayant chacun ses espoirs et ses craintes, ses aspirations, sa fierté dans l'autre et sa foi en l'avenir, en fonction de deux idiomes, de deux langues. Je prétends que ce qu'on appelle la troisième force n'est pas une troisième force; ses membres appartiennent à l'une des deux grandes premières forces, égales entre elles. Dans notre pays, nous sommes unis par une langue commune, qui est l'une des deux langues officielles. Aucun Canadien ne saurait se classer dans une catégorie de citoyens de troisième classe, ou même de deuxième classe, en ce qui concerne ses droits, ses privilèges ou sa citoyenneté.

Si ce bill visait à la prédominance des Canadiens francophones, ou de ceux qu'on appelle communément les WASPS, sur les autres types de Canadiens, comme certains qui se sont mépris sur le sens du bill voudraient nous le faire croire, le bill n'aurait pas l'appui des membres de notre parti. Il n'aurait pas non plus l'appui des Canadiens d'origine écossaise, irlandaise ou galloise, ni des sectes non protestantes. Les membres de notre parti sont fiers d'être exactement sur le même pied que tous les autres Canadiens qui parlent le français ou l'anglais, sans égard au lieu de naissance ou à l'ascendance.

Pour résumer cette partie de mes observations, je dirai que nous appuyons ce bill parce que nous croyons sincèrement et fermement qu'il affirme l'égalité fondamentale de tous les citoyens canadiens, quelle que soit leur origine. Il se base sur l'égalité fondamentale, sur le plan officiel, des deux grandes